



Jeudi 4 juillet 2019 - Deuxième session (11h30 - 13h30)

Atelier 74
Salle : o6

Approche comparative d'une figure locale transversale, le *muhtar*

Hérité de l'Empire ottoman, le « *muhtar* » ou « *mukhtar* » est une institution qui évoque en Turquie et dans plusieurs pays arabes la fonction d'un « maire » de quartier (*mahalle*) ou de village qui se distingue par sa popularité locale et dont les modes de désignation et le statut peuvent varier selon le contexte socio-historique. Les recherches disponibles montrent que le *mukhtar* constitue une réalité fluide et ambiguë qu'il est difficile de définir puisqu'il ne s'apparente ni tout à fait à un agent de l'État, ni à un élu local et tend à s'inscrire dans un ordre social hybride qui déroge aux classifications établies. « Institution semi-officielle, le *mukhtar* joue un rôle d'intermédiaire entre l'appareil d'État et la société locale dans laquelle il s'inscrit par de multiples liens de proximité et de dépendance » (Massicard). Il apparaît en bout de chaîne, comme le dernier échelon de l'administration étatique dont les responsabilités restent tributaires de la nature du rapport qu'entretient l'État avec la société ; tout changement dans ce rapport semble susceptible d'entraîner une redéfinition de la fonction de *mukhtar* et de son périmètre de compétence : « Le *mukhtarlik* s'actualise ainsi différemment selon les contextes et les usages de l'institution sont très différenciés d'un lieu à l'autre » (Massicard). Perçu parfois comme un reliquat du passé qui est appelé à être dépassé ou à disparaître, l'institution du *mukhtar* se caractérise pourtant par sa longévité, sa plasticité et sa capacité d'adaptation.

Compte tenu de son caractère hybride à la croisée de la scène locale et nationale et des pratiques officielles et officieuses, cet objet d'étude résiste aux tentatives de catégorisation et suscite des questionnements. Ce panel se propose de mieux éclairer ce fait social à partir d'une approche comparative fondée sur des enquêtes de terrain pour restituer la singularité de chaque configuration spatio-temporelle et distinguer les variables pertinentes et les propriétés transversales permettant de proposer une approche plus générale du phénomène.

Responsables : Élise Massicard (CNRS, CERI), Hardy Mède (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP)

Liste des intervenants : Adnan Celik, Aurélie Daher, Élise Massicard, Hardy Mède, Mervé Ozdemirkiran

Adnan Celik (EHESS-CETOBaC)

Le Muxtar : un acteur déterminant dans les conflits intra-kurdes à l'échelle locale

L'institution du *muhtarlik* est un phénomène riche pour appréhender les conflits inter-familiaux ou inter-tribaux à l'échelle micro-locale au Kurdistan de Turquie. Instituée dans les années 1840 dans le cadre des réformes centralisatrices des Tanzimat et reconduite à l'époque républicaine, la « Loi sur le village » (*köy kanunu*) de 1924 lui confère un rôle important. Les *muhtar* (*muxtar* ou *keya* en kurde) sont pensés comme un échelon intermédiaire supplémentaire entre l'État et les communautés locales d'habitants (quartiers ou villages). Sur nos trois terrains (les régions de Kulp, Lice et Silvan, au nord de Diyarbakır), en particulier dans les villages où co-habitent les membres de différentes *aşiret* (tribus) sédentarisés dans un contexte d'affaiblissement de la structure tribale, l'élection des *muhtar* reflète les luttes pour le pouvoir matériel et symbolique entre les grandes familles. Le processus de sélection du *muhtar* se traduit souvent par la réactivation de ces conflits, occasionnant parfois des morts, à l'approche de l'échéance électorale. Cette communication, qui porte sur les modalités de la compétition pour le *muhtarlik* dans différentes configurations et à des moments de « changement de mains » du mandat de *muhtar* d'une famille à une

autre ou d'un type d'acteur à un autre, se veut une porte d'entrée pour établir une « cartographie » des clivages et des ruptures sociaux à l'échelle locale.

Aurélie Daher (Université Paris-Dauphine)

La fonction de mukhtar dans la ville libanaise de Baalbeck. Contournement du pouvoir central et stratégies de notabilité parallèle en zone à étatismes négocié

Les études consacrées aux agents du pouvoir central et local au Liban n'ont encore jamais fait de réelle place en leur sein à la figure du *mukhtâr*. « Le choisi », « l'élû » en arabe, il est souvent désigné en français sous le terme – trompeur – de « maire ». Car il convient en réalité de bien différencier le *mukhtâr* d'un autre acteur de la vie politique au niveau micro, à savoir *ra'îs al-baladiyya* ou « chef de la mairie », qui incarne l'acteur qui siège effectivement à la tête du conseil local issu des élections municipales.

S'intéresser à ce représentant particulier d'un État ayant de tout temps peiné à la fois à faire accepter sa présence sur une grande partie de ses territoires et à y exercer une souveraineté effective, est pourtant riche en enseignements, notamment pour ceux qui s'intéressent à la sociologie des États faibles et des démocraties consociatives. Dans l'analyse qu'elle propose de son homologue turc en période ottomane puis républicaine, Élise Massicard, qui le définit comme un « maire de quartier » le qualifie de « fonctionnaire inachevé », et s'y intéresse en tant que « niveau le plus bas de l'administration, le plus proche des citoyens, et donc comme porte d'entrée idéale pour analyser la perméabilité de « l'État » ou de « l'administration », mais aussi pour analyser les formes concrètes que prennent les relations entre administration et citoyens. »

Ce papier entend s'intéresser à la fonction et aux stratégies du *mukhtâr* dans une ville atypique du Liban, Baalbeck. Contrairement à l'État en Turquie, l'État libanais n'a pas de prétention à une centralisation poussée de son administration locale ou un contrôle rapproché de ses populations. Baalbeck à ce niveau incarne un territoire caricatural, dont les habitants ont de tout temps nourri une défiance, voire une rancœur farouches envers le pouvoir de Beyrouth. Le *mukhtâr*, dans ce schéma, représente le prestataire de services (administratifs) *a minima*, celui qui permet de débloquent les interactions, systématiquement appréhendées comme complexes et contrariantes, avec un État dont on ne peut faire abstraction en matière de gestion des affaires civiles et privées. Mais le *mukhtâr* est lui aussi un produit de cette même société *state-unfriendly*, et reste porteur de cette suspicion généralisée développée par ses compatriotes locaux envers son employeur. Le salaire et les ressources directes tirés de la prise de fonction ne peuvent justifier la motivation à celle-ci ; les dividendes sont donc ailleurs. Notre hypothèse est que, dans une culture politique prédatrice de l'État comme c'est le cas au Liban, le *mukhtâr* a l'opportunité via sa fonction d'agent de l'État tout en proximité et paradoxalement en complicité, de développer des réseaux dont les échanges essentiellement inégaux au profit du fonctionnaire installent ses obligés dans un rapport de redevabilité qui lui sert ensuite de levier, qu'il mobilise pour se créer une notabilité locale para-traditionnelle et travailler efficacement à évoluer en patron clientéliste et *self-made man* de l'ascension sociale.

Le cas de la ville de Baalbeck rend la sociologie de cette construction de rapports de domination extra-étatiques depuis les rangs de l'appareil d'État encore plus complexe, car la ville, à 60% chiite, 30% sunnite et 10% chrétienne, est segmentée en son cœur en quartiers confessionnels qui constituent autant de territoires en compétition, aux niveaux à la fois *inter- et intra-communautaire*. L'histoire sociale et politique de la ville apporte sa contribution à la subtilité du calcul des acteurs, sans compter que les stratégies de compétition entre groupes religieux et politiques au niveau *meso et macro* se greffent, souvent de manière contrariante, sur ces ambitions personnelles localisées. Un défi ultime de ce papier reste donc de dénouer cette interpénétration des niveaux d'influence et des conflits d'intérêts entre individus et groupes d'appartenance primaires ou idéologiques, et d'apporter un éclairage sur la sociologie de la politique libanaise au niveau micro et dans sa dimension pratique.

Élise Massicard (CNRS, CERI)

La production de l'État au niveau des chefs de quartier en Turquie (muhtar)

Dans les quartiers urbains des villes de Turquie, le *muhtarlık* est une institution non décisionnelle, aux attributions floues, mais qui intervient dans divers domaines (état-civil, services locaux, identification des bénéficiaires d'aide sociale, maintien de l'ordre, etc.). À mi-chemin entre administration d'État et pouvoir local élu, départisanisé (au moins officiellement) depuis 1980, le *muhtarlık* constitue l'une des multiples institutions à travers lesquelles le citoyen de Turquie fait l'expérience de l'État ; de ce point de vue, elle présente un certain nombre de spécificités. Le *muhtarlık* se distingue des administrations classiques, avec lesquels il coexiste, par son caractère de proximité,

familier, personnalisé, bref non totalement bureaucratisé. Agents publics mais non fonctionnaires, les *muhtar* sont issus du quartier et élus par les habitants du quartier. S'exercent dès lors des relations spécifiques entre *muhtar* et ses administrés-électeurs, qui exercent sur lui, de ce dernier fait, un pouvoir de négociation.

Cette contribution s'interroge sur ce que produit cette institution sur le sens pratique de l'État chez les habitants. Ses effets sont ambivalents: d'un côté, le *muhtarlık* contribue à rendre l'État lisible et accessible, et contribue à la socialisation administrative et à la « prise » institutionnelle sur la société. De l'autre, il nourrit aussi la désobjectivation de l'État : la négociation, voire la faveur, y sont des registres courants ; son inscription dans des contextes d'interconnaissance relative est susceptible de produire des différences de traitement, ou au moins un soupçon de telles différences. Elle produit ainsi d'image d'un État négociable, auquel tous n'ont pas le même accès ; cela constitue ainsi à la fois l'attrait principal de l'institution pour les citoyens, et un motif récurrent de critique.

Hardy Mède (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP)

Le Muxtar, un courtier au service du parti

Cette contribution vise à analyser la forme que revêt la figure du *muxtar* au Kurdistan irakien, dans un contexte d'étatisation faible où l'affiliation partisane est primordiale. Le *muxtar* (ou *encumen* dans la province de Silêmani) qui est en général présenté comme un échelon intermédiaire ou un continuum, plus ou moins institutionnalisé, entre l'État et la société locale s'apparente davantage sur notre terrain à un courtier au service du parti dont le périmètre d'action se limite au village qui l'a élu ou au quartier d'une ville. En milieu urbain, on observe tendanciellement une fusion entre les positions partisans et la fonction de *muxtar* (ou de représentant de quartier) qui est souvent assurée par un cadre ou militant issu des sections locales du parti. Sa nomination à la fonction de *muxtar* par le sous-préfet avec lequel il travaille en collaboration est ce qui permet de le différencier d'un militant-type et de l'apparenter à un agent de l'État. Cela étant, le *muxtar* n'est pas rémunéré, les compétences et ressources afférentes à sa fonction sont faibles et floues, ce qui le rend dépendant du parti et plus encore quand il n'a pas été élu mais désigné par la section. Investi dans le recueil des données biographiques lui permettant de disposer d'une connaissance fine de la démographie du quartier, il contribue au développement de la stratégie de recrutement et d'implantation locale du parti et joue un rôle d'intercesseur entre le quartier et les décideurs (partisans/institutionnels). Il apparaît à cet égard comme le chaînon de base du système de redistribution (clientéliste) des ressources institutionnelles mis en place par le PDK et l'UPK, les deux principaux partis dominant le jeu politique local. L'absence de transfert de pouvoirs des partis vers les institutions (étatiques) du Kurdistan irakien explique le rôle déterminant des organes partisans du PDK et de l'UPK, expression d'une hiérarchie parallèle, dans la fabrique de l'ordre social.

Cette contribution vise à analyser les contraintes et les ressources liées à la multipositionnalité des *muxtar*, à la fois cadre/membre du parti, agent de l'administration et représentant du quartier et, par conséquent, engagés dans différents sites de l'interaction sociale (le parti, le quartier, la bureaucratie) dont il leur faut concilier les attentes. Leur filiation partisane qui suscite la défiance des administrés, notamment ceux des partis adversaires, les incite à développer des pratiques de proximité avec l'ensemble des habitants, quelle que soit leurs affiliations partisans. Cette immersion dans l'expérience vécue des habitants, l'importance des liens personnels/familiaux et l'absence d'un statut défini sont génératrices d'obligations mutuelles qui entraînent les *muxtar* dans un jeu de contournement ou de détournement des prescriptions partisans. Ce faisant, les *muxtar* participent de la co-production et reproduction de l'ordre partisan à l'échelle locale.

Mervé Ozdemirkiran (Université Marmara)

Les perceptions locales sur la migration massive des Syriens vers la Turquie : cas des muhtars des quartiers d'Istanbul

État voisin de la Syrie, la Turquie est devenue un refuge pour près de quatre millions de migrants forcés syriens. La plupart de ceux-ci habitent dans les villes frontalières de la Turquie, à l'intérieur ou autour des camps de réfugiés, mais beaucoup d'autres sont dispersés dans des grandes villes du pays, notamment à Istanbul. Basée sur un travail de terrain dans les quartiers d'Istanbul, cette étude explore la migration syrienne dans la ville la plus peuplée de la Turquie en se concentrant particulièrement sur la gestion de cette migration massive par les *muhtars* (maire du quartier) au niveau local. Cette recherche montre que les attitudes des *muhtars* à l'égard des migrants syriens sont paradoxales, marquées à la fois par des sentiments d'inquiétude et de malaise, ainsi que par l'hospitalité et la solidarité avec les Syriens. L'étude analyse les comportements des *muhtars* à l'égard de l'arrivée massive des Syriens dans leurs quartiers en abordant les raisons historiques et culturelles de ceux-ci et en les associant au concept de l'hospitalité dans la société turque.